



Conseil Economique
et Social

Distr.
LIMITEE

E/CN.4/1997/L.10/Add.4
1er avril 1997

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Cinquante-troisième session
Point 26 de l'ordre du jour

RAPPORT DE LA COMMISSION AU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL
SUR LES TRAVAUX DE SA CINQUANTE-TROISIEME SESSION

Projet de rapport de la Commission

Rapporteur : Mme Margarita ESCOBAR LOPEZ

TABLE DES MATIERES */

Chapitre

IV. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES
TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE

*/ Le document E/CN.4/1997/L.10 et ses additifs contiennent les chapitres du rapport relatifs à l'organisation de la session et aux divers points de l'ordre du jour. Les résolutions et décisions adoptées par la Commission, ainsi que les projets de résolution et de décision appelant une décision du Conseil économique et social et les autres questions intéressant le Conseil, figurent dans le document E/CN.4/1997/L.11 et ses additifs.

IV. QUESTION DE LA VIOLATION DES DROITS DE L'HOMME DANS LES
TERRITOIRES ARABES OCCUPES, Y COMPRIS LA PALESTINE

1. La Commission a examiné le point 4 de son ordre du jour conjointement avec le point 7 (voir chap. VII) de sa 3ème à sa 9ème séance, du 11 au 14 mars, et à sa 26ème séance, le 26 mars 1997 1/.
2. L'annexe ... au présent rapport contient la liste des documents publiés pour la cinquante-troisième session au titre du point 4 de l'ordre du jour. L'annexe ... au présent rapport contient la liste des résolutions adoptées par la Commission.
3. A la 3ème séance, le 11 mars 1997, M. Hannu Halinen, Rapporteur spécial chargé d'examiner la situation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens occupés depuis 1967, a présenté son rapport (E/CN.4/1997/16). A la 9ème séance, le 14 mars 1997, le Rapporteur spécial a formulé ses observations finales.
4. Au cours du débat général sur le point 4, des déclarations 2/ ont été faites par les pays suivants, membres de la Commission : Algérie (8ème), Bangladesh (7ème), Canada (6ème), Chine (4ème), Cuba (4ème), Egypte (5ème), Etats-Unis d'Amérique (6ème), Fédération de Russie (8ème), Inde (6ème), Indonésie (4ème), Japon (6ème), Malaisie (6ème), Nicaragua (8ème), Pakistan (6ème), Pays-Bas (3ème), République de Corée (5ème) et Zimbabwe (5ème).
5. La Commission a également entendu des déclarations faites par les observateurs de l'Iran (République islamique d') (8ème), d'Israël (9ème), de la Jamahiriya arabe libyenne (8ème), de la Jordanie (5ème), du Maroc (4ème), de la Norvège (6ème), de la République arabe syrienne (3ème), du Sénégal (4ème), du Soudan (4ème), du Swaziland (3ème), de la Tunisie (5ème) et du Yémen (4ème). L'observateur de la Palestine a également fait une déclaration (3ème).
6. La Commission a également entendu une déclaration faite par le représentant de l'organisation intergouvernementale ci-après : Ligue des Etats arabes (3ème).
7. La Commission a également entendu des déclarations faites par les représentants des organisations non gouvernementales ci-après : Amnesty International (3ème), Centre Europe-Tiers monde (4ème), Commission internationale de juristes (7ème), Congrès juif mondial (3ème),

Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (3ème), Franciscain International (6ème), Ligue internationale de femmes pour la paix et la liberté (4ème), Organisation mondiale contre la torture (4ème), Pax Christi International (5ème) et Union des avocats arabes (9ème).

8. Des déclarations dans l'exercice du droit équivalant à un droit de réponse ont été faites par les observateurs de l'Iran (République islamique d') (9ème), d'Israël (3ème) et de la République arabe syrienne (7ème). L'observateur de la Palestine a également fait des déclarations (3ème, 9ème).

9. A sa 26ème séance, le 26 mars 1997, la Commission a abordé l'examen des projets de résolution présentés au titre du point 4 de l'ordre du jour.

Question de la violation des droits de l'homme dans les territoires arabes occupés, y compris la Palestine

10. Le représentant de l'Indonésie a présenté le projet de résolution E/CN.4/1997/L.3, qui avait pour auteurs les pays suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Chine, Cuba, Egypte, Indonésie, Jordanie, Malaisie, Maroc, Oman, Pakistan, Qatar, Tunisie et Yémen. Par la suite, la Mauritanie et le Soudan se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

11. Conformément à l'article 28 du règlement intérieur des commissions techniques du Conseil économique et social, l'attention de la Commission a été appelée sur un état estimatif des incidences administratives et des incidences sur le budget-programme 3/ du projet de résolution.

12. Le représentant des Pays-Bas (au nom de l'Union européenne) et le représentant des Etats-Unis d'Amérique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

13. A la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote par appel nominal; il a été adopté par 25 voix contre une, avec 23 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afrique du Sud, Algérie, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Brésil, Cap-Vert, Chili, Chine, Cuba, Egypte, Ethiopie, Guinée, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mozambique, Népal, Ouganda, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Allemagne, Angola, Argentine, Autriche, Bélarus, Bulgarie, Canada, Danemark, El Salvador, Equateur, Fédération de Russie, France, Irlande, Italie, Japon, Madagascar, Nicaragua, Pays-Bas, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine, Uruguay.

14. Les représentants du Chili et de la Colombie ont fait des déclarations pour expliquer leur vote après le vote.

15. Le texte de la résolution adoptée figure à la section A du chapitre II (résolution 1997/1).

Les droits de l'homme dans le Golan syrien occupé

16. L'observateur de la République arabe syrienne a présenté le projet de résolution E/CN.4/1997/L.5, qui avait pour auteurs les pays suivants : Algérie, Arabie saoudite, Bahreïn, Bangladesh, Cuba, Egypte, Emirats arabes unis, Indonésie, Jordanie, Koweït, Liban, Malaisie, Maroc, Oman, Qatar, République arabe syrienne, Somalie, Tunisie et Yémen. Par la suite, la Mauritanie, le Pakistan et la République populaire démocratique de Corée se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

17. Le représentant des Pays-Bas (au nom de l'Union européenne) a fait une déclaration pour expliquer son vote avant le vote.

18. A la demande du représentant des Etats-Unis d'Amérique, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote par appel nominal; il a été adopté par 22 voix contre une, avec 29 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afrique du Sud, Algérie, Argentine, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Egypte, Ethiopie, Guinée, Inde, Indonésie, Malaisie, Mexique, Mozambique, Népal, Ouganda, Pakistan, Philippines, République de Corée, Sri Lanka, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : Allemagne, Angola, Autriche, Bélarus, Brésil, Bulgarie, Canada, Danemark, Equateur, El Salvador, Fédération de Russie, France, Irlande, Italie, Japon, Madagascar, Nicaragua, Pays-Bas, République dominicaine, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Ukraine, Uruguay.

19. Le texte de la résolution adoptée figure à la section A du chapitre II (résolution 1997/2).

Colonies israéliennes dans les territoires arabes occupés

20. Le représentant des Pays-Bas a présenté le projet de résolution E/CN.4/1997/L.6, qui avait pour auteurs les pays suivants : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Bulgarie, Chypre, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Islande, Italie, Japon, Liechtenstein, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Portugal, République tchèque, Roumanie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Slovaquie, Suède et Suisse. Par la suite, la Jordanie, le Népal et la Nouvelle-Zélande se sont joints aux auteurs du projet de résolution.

21. Les représentants de l'Algérie, de l'Egypte et du Mexique ont fait des déclarations pour expliquer leur vote avant le vote.

22. Le représentant des Etats-Unis a demandé que le projet de résolution soit mis aux voix. A la demande du représentant de l'Egypte, le projet de résolution a fait l'objet d'un vote par appel nominal; il a été adopté par 47 voix contre une, avec 2 abstentions. Les voix se sont réparties comme suit :

Ont voté pour : Afrique du Sud, Allemagne, Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Bangladesh, Bélarus, Bénin, Bhoutan, Brésil, Bulgarie, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Colombie, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Equateur, Ethiopie, Fédération de Russie, France, Guinée, Inde, Indonésie, Irlande, Italie, Japon, Madagascar, Malaisie, Mexique, Mozambique, Népal, Nicaragua, Ouganda, Pakistan, Pays-Bas, Philippines, République de Corée, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Sri Lanka, Ukraine, Zimbabwe.

Ont voté contre : Etats-Unis d'Amérique.

Se sont abstenus : République dominicaine, Uruguay.

23. Le texte de la résolution adoptée figure à la section A du chapitre II (résolution 1997/3).
